

PROGRAMME MAJEUR INFORMATION



Proposition d'appui au Centre AGRHYMET pour renforcer
le système d'information pour la Sécurité Alimentaire

Résumé

Avril 2000

S O M M A I R E

1. Contexte	3
1.1 Historique et acquis.....	3
1.2 Situation actuelle	3
2. Obectifs et résultats visés par le PMI à travers l'unité sécurité alimentaire.....	4
2.1 Objectif global	4
2.2 objectif spécifique.....	4
2.3 Résultats attendus	5
2.4 Activités.....	5
3. La fonction "analyses et statistiques" au sein de l'équipe sécurité alimentaire.....	5
3.1 Le contexte	5
3.2 Son objectif global	6
3.3 Objectif spécifique.....	6
3.4 Les résultats attendus	6
3.5 Les activités à conduire.....	9
4. Mise en œuvre de la fonction "statistiques et analyses"	10
4.1 Les principales missions	10
A - Fonctions pressenties pour un niveau régional.....	10
B - Poursuite de l'intégration des activités statistiques et analyses au sein du PMI	11
C - Risques inhérents à la disparition de la "tête de réseau régional"	12
4.2 L'insertion institutionnelle.....	12
4.3 Les moyens nécessaires	13
A - Moyens humains.....	13
B - Les moyens matériels.....	14
C - Coûts	14

1. CONTEXTE

1.1 HISTORIQUE ET ACQUIS

Le dispositif DIAPER a gardé l'intitulé du projet qui l'a initié et qui a contribué à son implantation. Considérée avec du recul, l'entreprise était ambitieuse, elle a pris beaucoup de temps, mais si les objectifs initiaux restent à conforter, d'autres objectifs prévisibles mais non explicités au départ ont été atteints. Le dispositif retient aujourd'hui l'attention des institutionnels régionaux qui souhaitent disposer d'informations agro-économiques homogènes.

La dimension sahéenne de DIAPER est un acquis indéniable et la solidarité entre pays membres pour la recherche d'informations est incontestable. Le rapprochement opéré avec le réseau AGRHYMET dans le cadre du Programme Majeur Information (PMI) en vue de la Sécurité Alimentaire est maintenant réalisé et permet de développer une synergie entre les deux réseaux pour une production d'informations opérationnelles au niveau de chacun des pays et au niveau de la sous région.

1.2 SITUATION ACTUELLE

Les systèmes de collecte d'informations à l'échelle régionale pour les paramètres biophysiques et socioéconomiques donnent à la zone sahéenne les moyens d'intégrer l'Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain (UEMOA) avec une bonne connaissance des risques et des attentes. Les pays sahéens se trouvent aujourd'hui en bien meilleure situation pour rallier l'UEMOA et pour défendre leurs spécificités. Les expériences des enquêtes agricoles et des observations des prix sur les marchés (SIM) permettent, dans le cadre de l'ouverture des marchés vivriers, d'envisager son extension à d'autres pays de la sous-région.

La transparence commerciale, condition nécessaire pour un fonctionnement sain et une meilleure fluidité des marchés, peut être étendue dans l'intérêt de tous les opérateurs économiques de l'UEMOA, producteurs et consommateurs...

Les systèmes d'information en vue d'organiser la sécurité alimentaire se trouvent aujourd'hui rassemblés au sein du dispositif AGRHYMET. Les paramètres biophysiques permettent en fonction des saisons de conseiller les comportements paysans et de faire des recommandations pour les politiques agricoles. Les paramètres socioéconomiques ou observations de campagne permettent de leur côté d'évaluer les surfaces emblavées dès le début de la campagne, d'anticiper ensuite les rendements et partant les récoltes, d'estimer enfin les productions. Les premiers autorisent l'adaptation du calendrier agricole et des façons culturales pour optimiser les rendements de campagne. Les seconds permettent d'anticiper la production et de prévoir les flux et la reconstitution ou l'écoulement des stocks de sécurité. L'estimation des productions établit l'impact des facteurs saisonniers.

Nés de la même préoccupation, la sécurité alimentaire, les compétences requises ont conduit à l'implantation de deux réseaux différents. Alors que les statistiques agricoles et les relevés de

prix supposent des enquêtes socio-économiques, les relevés hydrologiques et météorologiques requièrent des observations d'ordre climatique. D'un côté, les concepteurs sont des économistes, de l'autre ce sont des scientifiques agro-météorologues. Les uns mesurent les résultats de l'activité agricole, les autres étudient les facteurs biophysiques. Non seulement leurs travaux s'appliquent à des sujets différents mais ils ne se situent pas toujours aux mêmes époques. Si l'objectif final poursuivi, la sécurité alimentaire, est le même, les objectifs spécifiques des réseaux sont différents.

Les deux réseaux sont maintenant regroupés au sein du même dispositif et développent leurs activités dans le cadre du Programme Information et dans le cadre du Programme Formation qui sont les deux orientations majeures du Centre Régional AGRHYMET. La sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles sont les objectifs cibles.

2. OBJECTIFS ET RESULTATS VISES PAR LE PMI A TRAVERS L'UNITE SECURITE ALIMENTAIRE

2.1 OBJECTIF GLOBAL

L'Objectif global doit viser au développement local tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles et en maintenant l'équilibre alimentaire, conditions indispensables pour respecter les contraintes inhérentes au **développement durable**.

L'impact sur la sécurité alimentaire se mesurera à l'adéquation entre les productions et les approvisionnements de vivriers avec les besoins, aux fluctuations de prix, aux échanges de denrées alimentaires à l'intérieur des pays et à l'intérieur de la zone économique. L'activité commerciale des vivriers et des autres produits agricoles constituera un bon indicateur. La répartition et la rotation des stocks de sécurité, soit parce qu'ils sont devenus inutiles ou très accessoires, soit parce qu'ils sont opérationnels, seront aussi des critères d'appréciation du fonctionnement des systèmes de secours.

2.2 OBJECTIF SPECIFIQUE

Les décideurs et les autres acteurs sont régulièrement et suffisamment sensibilisés et informés de manière pertinente, en vue d'une prise de décisions plus rationnelle sur les questions relatives à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources naturelles et à l'environnement au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Cet objectif spécifique est l'objectif global de l'unité sécurité alimentaire et celui auquel l'équipe d'agro-météorologues, d'hydrologues, de techniciens de la protection des végétaux, de statisticiens et d'analystes doit contribuer par ses activités.

L'efficacité s'appréciera à l'information communiquée aux utilisateurs (producteurs ou institutionnels) et à l'influence qu'elle aura sur leurs choix et sur les comportements des paysans en matière de calendrier et de façons culturales. Il s'agira d'observer comment le réseau AGRHYMET traduira ses relevés, statistiques et observations en conseils et recommandations, comment les décideurs et utilisateurs en tiendront compte et surtout leur implication sur les résultats de campagne.

2.3 RESULTATS ATTENDUS

Les systèmes d'information pour la sécurité alimentaire sont renforcés dans tous les pays membres du CILSS et au niveau sous-régional. Ils ne dépendent pas que du réseau AGRHYMET, les SAP et les cellules de gestion de crises sont des prolongements extérieurs, mais toute l'information de départ repose sur les données fournies par AGRHYMET et DIAPER.

Ce résultat est incontestablement celui auquel la nouvelle équipe pluridisciplinaire devra parvenir, son efficacité pourra être évaluée au niveau des publications, à l'étendue de leur diffusion, à l'audience et aux réactions des interlocuteurs et des populations cibles. D'ores et déjà consciente de l'importance de cet indicateur, l'équipe régionale du CRA a expérimenté au NIGER un nouveau bulletin et a effectué une évaluation d'impact. L'effort porte sur le contenu et la pertinence des messages, sur la présentation et sur la diffusion. Il importe encore de faire pour chaque campagne une évaluation a posteriori de l'adéquation entre les conseils prodigués et leur opportunité.

2.4 ACTIVITES

Outre les activités de collecte dans les pays membres et au niveau du centre régional, il faut maintenant développer les activités liées à la conception des messages et aux publications. La fonction "statistiques et analyses" aura un rôle important à jouer. Elle permettra de déterminer les fonctions qui lient les facteurs biophysiques, les facteurs humains et la production. Ce travail essentiel permet de comprendre les impacts des différents facteurs et d'adapter les comportements des opérateurs : producteurs, institutionnels et autres opérateurs des filières agro-alimentaires.

La préparation de conseils et recommandations directement utiles devra dorénavant guider l'activité des équipes d'observation et de réflexion au sein du dispositif AGRHYMET dans les pays et au niveau de la région.

Les activités sont pour la plupart déjà programmées dans le plan triennal 1999-2001 du centre AGRHYMET.

3. LA FONCTION "ANALYSES ET STATISTIQUES" AU SEIN DE L'EQUIPE SECURITE ALIMENTAIRE

3.1 LE CONTEXTE

L'antenne régionale est nécessaire. Elle constituera l'instrument de coordination et de veille des dispositifs nationaux : statistiques agricoles de prévision et systèmes d'information sur les marchés. Elle doit être assurée par des professionnels aux compétences spécifiques très différentes des compétences requises pour les mesures biophysiques.

Elle assurera l'appui technique toujours nécessaire et l'appui méthodologique qui permet l'adaptation des enquêtes et leur éventuel développement. Il s'agit de maintenir les acquis, de les adapter au contexte nouveau (UEMOA), de répondre aux demandes nouvelles. Il s'agit surtout d'aider à l'élaboration d'informations utiles aux décideurs et aux producteurs. La

fonction "STATISTIQUES ET ANALYSES" apportera à AGRHYMET les moyens de compléter l'analyse et contribuera à la préparation de publications ciblées.

La pérennisation du service est d'ores et déjà envisagé par le CILSS qui s'efforce de trouver des appuis financiers. Mais en attendant, pour éviter la rupture dans les missions, il paraît nécessaire de trouver un financement relais.

3.2 SON OBJECTIF GLOBAL

Des systèmes d'information opérationnels au niveau des pays et de la région. Des informations significatives, utiles pour agir et qui répondent aux attentes des concepteurs et des décideurs : utilisateurs institutionnels et producteurs.

Il s'agit de fournir des informations significatives utiles aux décideurs. Dans l'immédiat, nombre de données biophysiques et socio-économiques sont rassemblées au niveau d'AGRHYMET, mais pour nombre d'entre elles, mêmes si elles font l'objet de traitement pour les rendre plus opérationnelles, elles restent encore insuffisamment préparées pour un usage pratique par les utilisateurs et sont considérées comme des données primaires. Les décideurs travaillent à partir d'informations plus élaborés. Isolées, les données primaires peuvent permettre des traitements, des analyses de tendance mais, si des rapprochements ne sont pas faits, il n'est pas possible d'établir des corrélations ou d'effectuer des analyses de données susceptibles de mesurer l'impact sur la production. Ce dernier critère est un indicateur pertinent au niveau des utilisateurs, des décideurs et surtout des producteurs.

Pour ce travail, il faut pouvoir lier des variables de résultats comparables et des paramètres déterminants (par campagne, par zone, par produit). Outre les traitements statistiques (analyse de données), il faut encore conduire des analyses pour dégager des enseignements ou des indications utiles aux opérateurs (producteurs et institutionnels) qui ont en charge la campagne agricole et qui prennent les décisions. Il s'agit, par exemple, de donner les indications de risques et de résultats potentiels attachés aux différents choix possibles en matière agricole : dates de semis, façons culturales, traitements phytosanitaires.

3.3 OBJECTIF SPECIFIQUE

Le dispositif envisagé aura pour mission **d'assurer la pérennité au sein du dispositif AGRHYMET de la fonction régionale d'analyse et d'exploitation des données socio-économiques collectées par les Etats membres et d'appuyer les autres fonctions pour l'analyse et la diffusion des informations biophysiques (mesures d'impact).**

Jusqu'à maintenant la présence de l'équipe de coordination du projet DIAPER remplissait ce rôle. Au début de la dernière phase du projet, elle poursuivait le travail des équipes qui l'avaient précédé et s'attachait à suivre l'internalisation dans les pays. Depuis 1997, elle s'est impliquée fortement dans le Programme Majeur Information. Aujourd'hui elle est intégrée et apporte une contribution significative au niveau des Etats et au niveau d'AGRHYMET.

3.4 LES RESULTATS ATTENDUS

Ils sont fondamentalement différents de ceux qui étaient attendus du projet DIAPER où le dispositif "STATISTIQUES ET ANALYSES" a pris naissance. Il ne s'agit plus de renforcer les dispositifs

nationaux et d'internaliser les statistiques agricoles. Ce résultat est maintenant acquis, même s'il n'est pas encore aussi achevé que d'aucuns le souhaiteraient ; et même s'il s'agit encore d'un acquis fragile.

Il s'agit maintenant de donner aux dispositifs nationaux qui sont les racines jeunes d'un projet d'envergure régionale, la possibilité de développer un réseau qui assure à la fois l'enracinement dans les pays et le rayonnement au niveau régional.

En conséquence, l'effort doit maintenant porter sur l'impact et l'exploitation des données, il valorisera le travail consenti pour l'implantation des statistiques. **La mission a un caractère régional essentiel**, soit qu'elle vise le renforcement des dispositifs nationaux et favorise l'échange d'expériences et l'expression d'une solidarité, soit qu'elle élabore des observations régionales utiles pour comprendre et faciliter l'intégration régionale.

⇒ AU NIVEAU DE CHACUN DES PAYS

Les informations dégagées de l'analyse doivent contribuer à améliorer les données collectées. Les statistiques de production sont immédiatement significatives, de même que les séries de relevés de prix. Les relevés hydrologiques, agro-météorologiques, phytosanitaires sont des paramètres essentiels et déterminants, mais en l'absence d'une dimension explicative de leur impact, leur influence peut rester limitée. Mis en parallèle avec les statistiques de production, ils apportent des justifications pour comprendre l'importance des facteurs biophysiques et des comportements paysans. Pris isolément, ils constituent néanmoins des indicateurs d'alerte irremplaçables pour prévoir les zones à risques.

Le travail d'analyse et de mise en perspective des facteurs de production avec les résultats de campagne doit maintenant être développé. Le capital d'informations existant est considérable, (centrales d'informations des statistiques de production par pays, relevés agro-climatiques et hydrologiques, observations phytosanitaires), il contient nécessairement des enseignements dont il serait dommage de se priver.

Aujourd'hui, les politiques agricoles développent des stratégies qui visent à promouvoir des systèmes agraires qui permettront d'éviter, autant que faire se peut, les risques et qui s'efforceront de tirer parti des potentialités nouvelles qu'offre le marché régional. Outre les potentialités des terroirs sahéliens, en vivriers ou en spéculations de rente, il est indispensable de connaître aussi les potentialités commerciales de la zone économique.

La production d'informations pour la fixation des quotas d'aide alimentaire relève quant à elle d'institutions spécifiques (SAP et cellules de gestion des risques) qui utilisent les statistiques et les complètent par d'autres données qualitatives pour une plus grande précision dans l'estimation des risques.

L'objectif d'adaptation des politiques agricoles aux terroirs et aux marchés est maintenant une priorité qui correspond une dynamique de développement. L'objectif d'estimation des déficits est une attitude de précaution louable et nécessaire mais elle trahit une attitude plus résignée.

A son origine, le développement des statistiques agricoles visait la production d'informations de prévisions fiables, mais il visait aussi implicitement l'implantation de services de

statistiques agricoles pérennes. Ce deuxième objectif, même s'il paraissait alors moins urgent, s'avérait en fait beaucoup mieux fondé parce qu'il avait une dimension structurelle. La gravité des conditions avait déterminé l'ordre des choix. Aujourd'hui, avec du recul, il **apparaît clairement que les résultats doivent viser tout d'abord la production d'informations et d'analyses pour l'élaboration de politiques agricoles.** En ce sens, l'existence de services de statistiques agricoles opérationnels est précieuse et doit être préservée. Elle permettra d'élaborer les bilans alimentaires pour organiser la redistribution éventuelle dans le pays, pour orienter et fluidifier la commercialisation, pour planifier les politiques agricoles en fonction des potentialités locales et du marché régional.

Le dispositif régional "STATISTIQUES ET ANALYSES" pourra participer à la consolidation des systèmes statistiques nationaux et pourra les épauler dans l'adaptation méthodologique et dans la mise au point éventuelle de nouvelles enquêtes. Ce rôle "carrefour" doit permettre la coordination régionale et l'harmonisation des concepts utilisés. Elle facilitera aussi l'adoption d'un calendrier commun et le respect des normes de qualité. Elle continuera de donner aux missions CILSS FAO d'évaluation de la campagne agricole les garanties nécessaires pour l'utilisation des statistiques.

⇒ AU NIVEAU REGIONAL

Le niveau régional doit être à la fois un lieu d'échanges, un laboratoire de préparation d'instruments d'enquêtes et d'observations, un centre de réflexions et d'analyses pour guider les choix de politiques de sécurité alimentaire en coordination avec les autres services d'observations biophysiques.

Le pôle technologique que constitue le Centre Régional AGRHYMET doit être conforté dans sa mission de rassemblement aussi bien pour les agro-météorologues, les hydrologues, les techniciens de la protection des végétaux que pour les statisticiens chargés des enquêtes agricoles ou du relevé des prix sur les marchés. Il assure ainsi la formation (initiale et recyclage) et le relais de l'information. Il sert de référence pour chacun des Etats et donne aux données collectées l'autorité qui leur est nécessaire pour rallier tous les utilisateurs.

Le rassemblement des informations statistiques produites dans les pays permet de comparer les bilans alimentaires, de confronter les prix observés pour les principales denrées alimentaires, de suivre les échanges de vivriers de la zone économique.

Pour l'élaboration d'outils et d'analyses, il sera possible de s'appuyer sur un large champ d'observation et sur les expériences des différents pays : enquêtes appliquées à des mesures différentes, contextes différents. Les analyses s'appliquent à la mesure d'impact des paramètres biophysiques et des paramètres comportementaux. Ces résultats sont fortement significatifs et pertinents pour les utilisateurs institutionnels et pour les producteurs et commerçants. Ils peuvent apporter aux publications l'attrait qui leur manque encore et influencer sur les décisions et les comportements. Les concepteurs de politiques agricoles y trouveront matière pour étayer leurs choix. Les analyses doivent conduire à des décisions plus rationnelles compte tenu non seulement des potentialités des terroirs et des facteurs biophysiques, mais aussi des possibilités qu'offre le marché régional.

Le projet de SIM régional déjà envisagé au niveau de la cellule sécurité alimentaire vise justement à faciliter les échanges régionaux ; il devra nécessairement trouver un ancrage au niveau régional. Le CILSS, déjà très expérimenté en la matière peut constituer un point d'appui relais pour toute la zone économique.

Compte tenu de la dimension régionale (UEMOA) des productions vivrières et des marchés, les instruments de pilotage mis en place avec l'appui du CILSS dans les pays membres pour le suivi des politiques alimentaires et pour la fluidification des marchés (SIM) peuvent servir de repères, voire d'exemples pour tous les pays de la région. D'ores et déjà, la méthodologie DIAPER des enquêtes agricoles a valeur de référence. L'implantation de SIM dans les pays côtiers est de plus en plus demandée et là encore l'expérience DIAPER peut avoir valeur d'exemple. Dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, cette collaboration est appelée à se développer. Incontestablement les pays sahéliens, de par leur spécificité et de par leur expérience de collaboration ont pris de l'avance et peuvent aider les pays voisins.

3.5 LES ACTIVITES A CONDUIRE

Compte tenu des objectifs, la tâche est assez considérable et elle découle très directement des résultats attendus.

Elles sont contenues dans le programme triennal 1999-2001, soit qu'elles relèvent directement de l'analyse des données socio-économiques, soit qu'elles relèvent de la contribution à l'analyse des données biophysiques. Elles peuvent être précisées de la façon suivante :

1. Le classement de la documentation physique rassemblée est une priorité. Le classement des bases de données sur support informatique est aussi une priorité. L'aménagement de l'accessibilité de ces informations aux utilisateurs justifie le service.
2. Ensuite, selon le calendrier de travail lui-même calé sur le calendrier agricole qui détermine certaines tâches, il faudra engager les activités de production d'informations régionales utiles et effectuer les analyses qui s'imposent. Celles-ci devront faire chaque année l'objet d'une programmation en fonction des demandes et en fonction des données à disposition. Il sera arrêté dans le cadre des missions du PMI et en collaboration avec les programmes politiques utilisateurs des informations.
L'engagement de l'exploitation des données existantes se fera sur la base des séries en archives (centrale d'informations). Il s'agira de traitements statistiques et d'analyses de données. Des années caractéristiques pourront alors faire l'objet d'exploitations spécifiques par rapprochement des facteurs de production (paramètres biophysiques) et des statistiques de production.
3. Les campagnes en cours devront toutefois retenir prioritairement l'attention tant dans leurs paramètres biophysiques que dans les indicateurs puis les estimations de productions céréalières. Elles donnent l'occasion aussi de mesurer l'impact des conseils et des politiques suivies.

4. Les professionnels "statistiques et analyses" d'AGRHYMET peuvent enfin être appelés à apporter leur contribution pour la mise en place d'enquêtes ou d'observatoires dans les pays côtiers. Cette activité renforce la vocation de pôle technologique que peut jouer le dispositif AGRHYMET.

Le dispositif n'a plus directement mission de travailler pour l'évaluation des déficits alimentaires, les informations produites constituent un fonds commun exploité par des services spécifiquement constitués : SAP, Cellule de gestion des crises. L'antenne régionale "statistiques et analyses" a une vocation régionale parfaitement intégrée dans le Centre Régional AGRHYMET et répondant aux objectifs du CILSS. Elle constituera une articulation essentielle entre le Programme Majeur Information et les programmes majeurs politiques, Sécurité Alimentaire et Gestion des Ressources Naturelles.

4. MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION "STATISTIQUES ET ANALYSES"

4.1 LES PRINCIPALES MISSIONS

A - Fonctions pressenties pour un niveau régional

il est nécessaire maintenant de disposer d'une information régionale qui apporte une plus value significative par rapport aux informations nationales. Dans une approche plus générale des problèmes tout d'abord, par la caractérisation des situations ensuite, par la mise en commun enfin, des ressources humaines et des capacités de réflexion pour la recherche de solutions structurelles adaptables à toutes les situations comparables.

Le niveau régional offre d'autres possibilités :

1. La **référence et le recours technique pour les équipes nationales** qui, autrement peuvent se sentir isolées et démunies.

Les missions CILSS-FAO d'évaluation de la campagne agricole, en novembre, dans lesquelles DIAPER est un interlocuteur privilégié, sont des moments forts pour l'examen de la campagne agricole et pour l'évaluation du bilan alimentaire. L'équipe régionale joue alors un rôle d'information et garantit la qualité des données.

2. Pour **pérenniser cette qualité, il est nécessaire d'organiser des rencontres régionales**, pour l'échange d'expériences mais aussi pour la formation continue et le recyclage des personnels au fur et à mesure que de nouvelles méthodologies sont adoptées et au fur et à mesure des innovations techniques (logiciels informatiques).
3. L'ouverture de la région sahélienne au marché régional milite en faveur d'une **plus grande solidarité entre les pays à risques**. L'information socio-économique, notamment celle concernant les productions alimentaires, est essentielle pour prévenir les risques et anticiper les dispositions à prendre à l'échelle régionale. Les pays sahéliens se sont déjà organisés pour prévoir les récoltes, cette avance peut leur permettre de prendre des dispositions en temps utile sur les marchés régionaux de vivriers.
4. L'équipe régionale permet encore de **développer les outils méthodologiques**. Elle dispose de capacité de réflexion et puise dans un fonds d'expériences régionales (9 pays avec

pour chacun de nombreuses situations très différentes pendant près de 20 ans) sans cesse mises à jour et renouvelées. Récemment trois enquêtes pilotes ont été expérimentées pour répondre aux besoins d'information consécutifs à l'ouverture des marchés : une enquête sur les stocks commerçants, une enquête sur les flux transfrontaliers et une enquête sur les zones spécifiques. Ces trois enquêtes répondent à une demande nouvelle concernant les transactions commerciales à l'échelle de la région et leurs potentialités compte tenu des spécificités des terroirs.

De même, une réflexion pour un SIM régional a été engagée. Elle vise à étendre les relevés d'information sur les produits alimentaires sur les marchés significatifs au plan régional. Elle devrait permettre un suivi de l'activité commerciale, assurer une meilleure transparence des situations et des prix et partant une plus grande fluidité des transactions à l'échelle régionale toute entière.

Après présentation des résultats de ces enquêtes pilotes lors d'un atelier de restitution, tous les représentants des pays se sont montrés favorables à l'accueil d'enquêtes de ce type pour compléter leurs dispositifs d'informations.

5. **L'intégration économique de la région ouest africaine élargit le champ de la solidarité économique.** L'expérience sahélienne a permis le développement d'instruments de mesure et de pilotage des économies agricoles dont tous les pays de la sous région pourraient profiter. L'expérience positive de la coopération dans le cadre du CILSS doit pouvoir être étendue dans l'intérêt de chacun des Etats de la communauté économique. Chaque économie doit pouvoir trouver de nouveaux débouchés et les populations de nouvelles sources d'approvisionnement. Quant aux régions défavorisées qui ne peuvent s'auto-alimenter ni développer des productions de rente, la communauté régionale doit pouvoir trouver les moyens de leur venir en aide.

B - Poursuite de l'intégration des activités statistiques et analyses au sein du PMI

Actuellement et depuis 1996, l'équipe centrale d'animation (ECA) de l'ancien projet DIAPER joue le rôle de "tête de réseau" statistiques et sert d'interface avec les autres "têtes de réseau" d'AGRHYMET, collecteurs des données environnementales (climats, eau, sols, prédateurs). Cette dernière mission est nouvelle et s'est progressivement installée dans le cadre du fonctionnement du Programme Majeur d'Information.

Les chargés de statistiques et d'analyses ont progressivement été amenés à répondre aux besoins d'informations socio-économiques d'AGRHYMET. La collaboration s'est révélée fructueuse et s'est développée. L'intégration du volet "statistiques agricoles" s'est faite sur la base de la recommandation inscrite dans la convention de financement de DIAPER, et s'est organisée de façon progressive. Ces fonctions font maintenant partie de l'unité sécurité alimentaire et donnent de nouvelles possibilités pour le traitement des informations et pour la conception des publications.

Aux missions premières, appui technique, validation des résultats d'enquête, s'est ajouté le rôle d'interlocuteur régional avec les autres services du PMI. Cette mission était comprise par le CILSS comme faisant partie du programme d'internalisation inscrite dans le projet DIAPER.

C - Risques inhérents à la disparition de la "tête de réseau régional"

Les avantages d'une fonction "statistiques et analyses" au niveau régional au sein d'AGRHYMET sont indéniables et plus pertinents encore depuis l'ouverture des marchés régionaux. Mais les risques inhérents à la disparition de la tête de réseau régional sont eux aussi bien réels et pourraient suffire pour justifier son maintien.

- Que le dispositif régional disparaisse et les dispositifs nationaux moins sollicités auront plus de mal à mobiliser les moyens, les énergies et les ressources humaines. Ils n'auront aucune contrainte pour respecter les délais qui font la force d'une prévision de récolte. Que vaudra alors l'information si elle est périmée ?
- Les dispositifs nationaux sont encore fragiles. S'ils ont pu s'internaliser c'est que le dispositif régional :
 - ⇒ a pu veiller et que le groupe des pays membres du CILSS a trouvé un relais dans DIAPER pour communiquer cette recommandation forte et entretenir un système d'émulation où chacun s'est attaché à ne pas décevoir les autres et à ne pas pénaliser les autres.
 - ⇒ a pu apporter l'appui nécessaire quand la demande s'en faisait sentir : formation et appui technique ponctuel. Sans le dispositif régional les systèmes nationaux se seraient souvent trouvés livrés à eux-mêmes avec un risque de démobilité ou de dérive ;
 - ⇒ la reconnaissance officielle des déficits vivriers supposait aussi l'aval des missions CILSS-FAO d'évaluation de la campagne agricole dans lesquelles DIAPER donne sa caution.

4.2 L'INSERTION INSTITUTIONNELLE

Les personnes ressources ont déjà rejoint leurs collègues de l'unité sécurité alimentaire. Elles devront poursuivre leurs activités dans le cadre du programme arrêté dans le plan triennal 1999-2001 du PMI qui définit à la fois les activités de collecte et de traitement des paramètres biophysiques que les activités de collecte et de traitement des paramètres socio-économiques. L'analyse et la composition d'informations élaborées en vue de leur diffusion et de leur communication aux utilisateurs seront préparées par l'équipe "sécurité alimentaire" qu'il s'agisse de partenaires régionaux : programme majeur de politique de sécurité alimentaire du CILSS, ou partenaires institutionnels de l'UEMOA, qu'il s'agisse des interlocuteurs économiques dans les Etats.

Une coopération encore plus étroite des cadres de la sécurité alimentaire doit permettre d'améliorer l'information, sa communication et de cibler plus précisément les destinataires.

Une gestion centralisée du dispositif assurée par le centre de gestion facilitera la cohésion des activités et des missions et permettra de répartir les tâches au mieux des besoins et des compétences. Le centre de gestion du centre régional AGRHYMET gère déjà distinctement les différents appuis financiers.

4.3 LES MOYENS NECESSAIRES

A - Moyens humains

Les services demandés sont actuellement assurés par l'équipe du projet DIAPER. A l'issue du projet, AGRHYMET souhaite pouvoir conserver la même équipe pour poursuivre avec elle les missions engagées.

Leurs profils avaient été définis dans le cadre de DIAPER III avec mission de développer les appuis techniques et d'engager des analyses. *"L'intégration des résultats du projet avec ceux des autres activités des programmes Majeurs"* devait se faire *"selon les modalités prévues dans le cadre de la restructuration du CILSS"*. Il était alors fait référence au Plan Triennal du CILSS 1995-1997, qui considère que *"les chroniques des données de production devraient être prioritaires"*.

Les informations statistiques de production et prix sont des indicateurs pratiques pour la formulation des messages techniques aux utilisateurs, pour le contenu et la composition des bulletins ou des communications aux médias.

Ce travail s'avère maintenant indispensable pour l'ensemble du Programme Majeur Information et il ne pourra être fait sans la participation de statisticiens et d'analystes.

Le travail statistique peut se décomposer ainsi :

1. Suivi des enquêtes agricoles de terrain :

- ⇒ Méthodologies : résolution de problèmes spécifiques, adaptation pour prises en compte de nouveaux relevés,
- ⇒ Contrôles : formation des enquêteurs, effectivité des relevés et des mesures, application à l'échantillon
- ⇒ Echantillons : définition, renouvellement, validation de sa représentativité nationale ou sub-régionale, remplacement des éléments défailants,....

2. Suivi des SIM céréales et des SIM bétail :

- ⇒ Typologie et nombre de marchés de l'échantillon
- ⇒ Fréquence et nombre de relevés (par marché, par produit), pondération des prix
- ⇒ Unités de mesures, Choix des denrées enquêtées

3. Réponses aux demandes pour des enquêtes spécifiques

- ⇒ Avis et appuis techniques
- ⇒ Propositions d'enquêtes pour compléter ou adapter l'observatoire (enquêtes stocks commerçants, flux céréaliers)

4. Propositions d'adaptation des enquêtes en cours ou de développement de nouvelles enquêtes, propositions pour de nouvelles méthodologies générées par l'expérience régionale ou par les nouvelles techniques de traitement.

5. Traitement des statistiques régionales pour l'analyse de données et l'élaboration de modèles de prévisions de récoltes.

6. Participation à la caractérisation des zones vulnérables, élaboration des critères signifiants et mesurables.

Quant à l'analyste sa mission sera très ouverte :

1. **Dégager les enseignements des résultats de campagne**
2. **Participer à l'élaboration des bilans prévisionnels céréaliers** par pays (pour cautionner les informations destinées aux missions CILSS-FAO d'évaluation de la campagne agricole) et pour la région (dans le cadre du marché régional et des flux)
3. Collaborer avec les autres services du PMI pour **l'analyse des impacts** et la formulation d'informations utiles, voire de conseils aux producteurs ou de recommandations aux décideurs
4. Collaborer à la **préparation et à la présentation des bulletins** et des communications aux médias,
5. **Participer aux réunions de travail et aux réflexions** des autres programmes majeurs politiques et des autres instances de réflexion sur le Sahel (Club du Sahel)
6. **Communiquer avec les SAP et avec les dispositifs aval pour l'alerte et la prévention des crises (PREGEO).**

En plus de ces missions permanentes, il faudra nécessairement prévoir des visites de terrain pour les appuis techniques et pour la validation des résultats au niveau des missions CILSS-FAO d'évaluation de la campagne agricole qui se tiennent chaque année dans chacun des pays.

Enfin, il peut être utile de prévoir des missions ponctuelles d'appui pour des travaux spécifiques notamment concernant l'analyse de données ou la préparation des publications. Le descriptif (termes de référence) complet d'un appui plus conséquent pour la poursuite des activités dans le cadre du PMI nécessitera une mission d'expert d'environ un mois et demi.

B - Les moyens matériels

1. Renouvellement du matériel informatique

- ⇒ 2 ordinateurs Pentium 500 MHz RAM 128 M° et DD au moins 10 G° avec CDRw pour la sauvegarde, le traitement et le classement et modem (56 K) pour la communication.
- ⇒ 1 ordinateur portable de caractéristiques comparables pour accompagner les techniciens dans leurs missions.

2. **Logiciels de bureau actualisé** Microsoft office (Word, Excel, Access) un logiciel de cartes, un logiciel de dessin (Corel Draw) un logiciel de traduction (SYSTRAN), un logiciel de publication simple (Microsoft Publisher).

3. Des armoires de rangement ou/et un local rayonné

C - Coûts

L'estimation des coûts correspondants est fait pour une période de 18 mois, délai nécessaire pour programmer un financement et la poursuite du dispositif "STATISTIQUES ET ANALYSES".

Le Plan de Redressement et de Relance Durable du CILSS prévoit une répartition des financements entre les Etats Membres et les bailleurs de fonds. Les premiers financent le Noyau Central (Secrétariat Exécutif et pilotage de l'institution), les seconds assurent le financement des programmes majeurs. Dans les PM Information et Formation à Niamey, la France et les USA pour la télédétection, les Pays-Bas pour la protection des végétaux, l'Italie pour l'alerte précoce et le pastoralisme, l'Union Européenne avec DIAPER apportent des contributions significatives. Le dispositif FEWS sur financement américain dispose d'une antenne à Bamako et envisage dès cette année, le détachement à temps plein d'une personne sur le site d'AGRHYMET.

TABLEAU 1 : DEVIS RESUME (EN FCFA)

A- HONORAIRES	83 000 000
B- FRAIS DIRECTS	148 504 000
B1 Missions	63 320 000
B5 Equipement de bureau	15 500 000
B7 Publications	27 500 000
B6 Fonctionnement	42 184 000
C- FRAIS A REMBOURSEMENTS	32 000 000
TOTAL	263 504 000